

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.  
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.  
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.  
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delixy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.  
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE  
 QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	81 05	» » » 25
3 0/0 amortiss. .	82 75	» » » 25
4 1/2 0/0 1883 ..	109 »	» » » 30
Cons. anglais ..	99 15/16	» » » 1/8
Italie .....	95 20	» » » 3/4
Flor. autric. (or).	89 3/4	» » » 1/16
Esp. Extér. nouv.	55 7/16	» » » 7/16
Egyptien 6 0/0 ..	331 25	» » » 1 25
Ch. Egyptiens ..	445 »	» » » 7 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 75	» » » 10
Banque ottomane	538 75	» » » 3 75

ABONNEMENTS D'ÉLECTIONS

Ne pouvant répondre individuellement aux nombreuses demandes que nous recevons depuis quelque temps pour nous engager à faire des abonnements à prix réduits pendant la période électorale, nous avons l'honneur d'informer tous les électeurs conservateurs que nous servirons, exceptionnellement, des abonnements du 8 septembre au 20 octobre, au prix de **propagande de**

CINQ FRANCS

seulement par abonnement.  
 En conséquence, nous prions nos amis politiques de nous envoyer, sans retard, les listes des personnes auxquelles ils désireraient faire servir LA PATRIE, qui publie tous les jours un Avis très étudié à l'adresse des électeurs, sur les questions budgétaires, financières, agricoles, etc., etc.

C'est un appel que nous adressons à tous nos lecteurs soucieux de faire une propagande utile, patriotique, et qui a surtout pour but de défendre les intérêts de notre cher pays si criminellement sacrifiés.

Un guichet spécial est provisoirement ouvert dans nos bureaux pour recevoir les demandes et assurer ainsi la régularité des expéditions.

DERNIÈRES NOUVELLES

PARIS, 7 SEPTEMBRE

L'OCCUPATION DES CAROLINES

(De notre correspondant particulier)

Madrid, 7 septembre, minuit 35.  
 Pendant qu'on négociait amicalement et que le gouvernement allemand proposait de soumettre l'affaire des Carolines à la décision d'une puissance amie des deux nations, si elles n'arrivaient pas à un accord, un vaisseau de guerre allemand se présentait à Yap, où il y avait déjà trois jours que deux transports espagnols se trouvaient avec le commandant des Carolines, les fonctionnaires de l'administration, un détachement de soldats et les ouvriers nécessaires pour bâtir des maisons.  
 Or, pendant la nuit, le vaisseau de guerre allemand arborait le drapeau de la nation.  
 Le gouvernement espagnol, considérant comme violés non seulement les droits territoriaux de l'Espagne, mais aussi l'occupation effective du territoire, envoya à Berlin sa protestation la plus énergique.  
 C'est à la suite de cette protestation que le ministre d'Espagne à Berlin a envoyé le télégramme dont vous connaissez la teneur.

(De notre correspondant particulier)

Madrid, 7 septembre, 9 h. matin.  
 Le télégramme du ministre d'Espagne à Berlin a produit là la plus heureuse impression car, dans nos cercles officiels, on n'a ja jamais songé à entamer une guerre avec la Prusse.  
 Tout devait se borner, si les pourparlers engagés avec cette puissance n'avaient pas réussi, à une rupture diplomatique et commerciale.  
 C'est le seul rôle que permettait à l'Espagne la disproportion de ses forces.  
 Quelques-unes des difficultés qui soient pas encore applanies, le télégramme du ministre d'Espagne à Berlin est considéré comme un grand pas de fait dans la voie de la conciliation.

Politesses diplomatiques

Londres, 7 septembre.  
 On mande de Berlin au Standard, le 6 : Le ministre espagnol a exprimé au comte de Solms son profond regret de l'insulte faite à l'Allemagne par la foule qui s'était portée contre la légation d'Allemagne. M. Canovas a également télégraphié au comte de Benomar de renouveler au ministère des affaires étrangères, à Berlin, l'assurance des regrets déjà exprimés au comte de Solms et d'ajouter qu'en outre du châtiment qui sera infligé à tous les coupables, le gouvernement espagnol prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher la répétition de l'outrage fait à une puissance amie.

Nouvelles manifestations

Saint-Sébastien, 7 septembre, 8 h. 30 matin.  
 Malgré l'interdiction du gouverneur, une manifestation antiallemande a eu lieu hier soir.  
 Quelques arrestations ont été opérées.  
 Une grande agitation règne dans certaines villes.

# LA PATRIE

INTÉRIEUR

M. le ministre des affaires étrangères quittera Mont-sous-Vaudrey demain mardi. Il rentrera directement à Paris pour pouvoir tenir après-demain sa réception diplomatique ordinaire du mercredi et assister à la prochaine réunion du conseil, qui aura lieu jeudi.

Le prince de Hohenlohe est rentré à Paris hier soir.

Nice, 7 septembre.

M. Laillole, avocat, conseiller général républicain et chef de l'opposition locale contre M. Borriglione, le député sortant, a été attaqué par une bande d'individus, hier soir, à dix heures et demie, tandis qu'il revenait d'une réunion électorale avec une dizaine d'amis.

Les agresseurs ont renversé le frère de M. Laillole et ont poursuivi ces messieurs jusqu'au café de la Victoire, en jetant du dehors des pierres contre le café. La gendarmerie et la police ont dû protéger et reconduire M. Laillole aux bureaux de l'Éclair, qui sont gardés.

Hier, l'état civil a enregistré, à Marseille, 42 décès, dont 10 cholériques. Il y a eu 4 décès au Pharo.

Toulon, 7 septembre, 10 h. 30 matin.  
 Il y a eu depuis hier quatre décès cholériques, dont un à Bon-Rencontre, un dans les faubourgs et deux en ville.

Un émigrant, parti malade de Toulon, a succombé hier au village de Bataillon. Des secours nombreux ont été demandés cette nuit aux ambulances, mais pour des cas peu graves.

L'amélioration paraît se maintenir, malgré le temps qui est couvert et lourd depuis ce matin.

Narbonne, 7 septembre.

Une manifestation a eu lieu à Narbonne au sujet de l'occupation de Yap par les Allemands, elle s'est circonscrite dans les arènes de cette ville et n'a donné lieu à aucun incident dans les rues.

Les manifestants, au nombre d'environ 180, étaient tous de nationalité espagnole.

EXTRÉMIER

Le Caire, 6 septembre.

Une bande de brigands a capturé le trésor (d'une valeur de 4,000 livres sterling) pendant le trajet de la station du chemin de fer à la ville d'Assiout. Plusieurs hommes de l'escorte ont été blessés.

INFORMATIONS

A la rentrée des vacances parlementaires, le gouvernement soumettra à l'approbation de la Chambre le projet de convention conclu entre la France et l'Espagne, pour les chemins de fer pyrénéens.

Cette convention, on le sait, a pour but de fixer le tracé de deux lignes ferrées : l'une par Canfranc et l'autre par la Noguera-Pallaresa.

Conformément à l'entente établie, les deux gouvernements se sont réservés de choisir l'époque à laquelle commenceraient les travaux.

Nous croyons savoir qu'ils seront entrepris au printemps de l'année prochaine, si le projet de convention est approuvé en temps utile par les Cortès et par les Chambres françaises.

On sait que l'Assistance publique a récemment acquis de la famille Hottinguer le domaine de Brévannes, situé sur le territoire de la commune de Limeil (Seine-et-Oise).

De domaine, qui a été payé la somme ronde de 300,000 fr., se compose du château, de ses dépendances et de plusieurs pièces de terre, d'une contenance totale de 31 hectares environ.

Ce vaste emplacement doit servir à la création d'un asile spécialement destiné aux infirmes et aux vieillards.

Dès maintenant on aménage les pièces du château en dortoirs, et au commencement de l'année prochaine, l'hospice de Brévannes pourra recevoir des pensionnaires.

Cette création permettra de soulager les asiles de Paris, qui ne peuvent aujourd'hui faire face à tous les besoins hospitaliers.

Un statisticien patient vient de faire une jolie découverte.

Il a compté toutes les croix distribuées par M. Jules Ferry, et il a trouvé que, pendant le temps qu'il a été ministre, le Tonkinois de Fouchard n'a été décoré moins de 7103 personnages.

Que de ruban !

Autrefois, on le ménageait davantage. Mais, sous la République austère, le commerce va si mal que le sieur Ferry a dû moins vouloir faire prospérer cet état des petites et grandes ventes, que de cette façon, il se ferait des clients, des amis et que, par reconnaissance, on le garderait au ministère ; mais on a pris les croix et on a jeté le Ferry. C'est bien fait, et il n'a que ce qu'il mérite !

Mais c'est la Légion d'honneur qui méritait mieux.

LA LETTRE DU GÉNÉRAL DE NÉGRER

Un journal du matin a envoyé un de ses reporters auprès du père du général de Négrer pour avoir son opinion sur la lettre attribuée à son fils, concernant la politique coloniale de M. Jules Ferry. Voici ce qu'il aurait répondu le général :  
 Jamais mon fils n'a écrit une lettre semblable. Mon fils ne s'est jamais mêlé et ne se mêlera jamais de politique. Il est soldat, et, comme tel, il se contente de servir la France, sans s'occuper des luttes politiques et des renversements de cabinet.

La publication de cette lettre n'est qu'une manœuvre électorale, et j'ai tout lieu de croire que l'auteur de cette manœuvre est le député d'Oran, M. Etienne, à qui mon fils a adressé, je crois, quelques lettres du Tonkin.

Quel qu'il soit, mon fils saura bien, à son retour, trouver le coupable.

Nous avons déjà fait allusion à ce fait, et le député d'Oran n'a pas soufflé mot. Aujourd'hui l'accusation est précise, et nous nous demandons si M. Etienne va continuer à se taire. Si oui, il passe condamnation ; si non, il donnera certainement des explications.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Les candidats de la guerre

Ceux sur qui pèse, devant le pays et devant l'histoire, la responsabilité écrasante des guerres de Tunisie et du Tonkin, ceux-là vont retourner devant les électeurs.

Il faut que le corps électoral connaisse dans toute son étendue le crime des députés républicains qui ont livré la paix et la guerre à un Ferry ! Ces députés ont assumé la responsabilité, ils doivent en supporter le poids. Ils étaient au profit, la justice veut qu'aujourd'hui ils soient au châtiment.

La guerre de Tunisie a commencé en mars 1881 ; la guerre du Tonkin et de Chine en avril 1883. Ainsi,

depuis plus de quatre ans, la République fait la guerre,

et toujours, en toutes circonstances, la complicité des députés de gauche s'est affirmée pleine et entière. La majorité n'a pas cessé de couvrir le cabinet par des votes de crédits et des ordres du jour de confiance, sans restriction, sans réserves.

Et c'est en pleine connaissance de cause que les députés républicains ont prodigué au gouvernement le sang et l'or de la France. Avec cet or et ce sang, ils ont voulu acheter l'appui électoral du cabinet. Aux ministres, le Tong-King et ses mines ! A eux-mêmes, la candidature officielle ! Le marché a été conclu :

ils ont fait trafic de la vie de milliers de Français et de l'honneur de la Patrie.

Le sang de nos soldats crie vengeance. Lui, qui ne doit couler que pour la sécurité du pays, il a été versé à flots pour les plus vils intérêts.

Ministres, qui n'auraient rien pu sans les députés, et députés souteneurs de ministres sont également coupables.

La France, dans sa légitime indignation, saura les répudier tous.

M. Clémenceau traverse une phase malheureuse. Son soleil baillerait-il ?

La fameuse conférence de Clermont, sur laquelle ses amis fondaient certaines espérances, d'abord retardée par suite de l'état de santé du praticien de la rue des Rosiers, puis annoncée de nouveau, n'a définitivement pas eu lieu. M. Clémenceau s'est bien rendu hier à Clermont ; mais des missaires envoyés pour reconnaître le terrain ont prévenu M. Clémenceau qu'il n'y avait rien à faire. Le député de Montmarie a repris le chemin de Paris, après avoir reçu à l'hôtel quelques chefs radicaux ; mais il n'y a eu ni conférence, ni banquet.

Nouveau tour de Goblet

Hier s'est ouvert au Havre le « Congrès international des instituteurs ». Il ne figure guère d'ailleurs, dans ce congrès dit international, que des Français et des Français, et le nombre des étrangers ne dépasse pas 70, sur un total de 2,400 ; ces 2,400 se répartissent ainsi : 2,000 instituteurs et 400 institutrices.

Si vous voulez savoir pourquoi tous ces gens se sont rendus au Havre, ils y ont été attirés par des buts divers, dont le premier est le plaisir même du voyage.

On doit, en effet, d'après le programme officiel, leur procurer toutes les distractions variées que comporte la région : ils feront des promenades en mer et des excursions à Trouville et au Tréport ; ils auront aussi un punch et un banquet ; enfin on leur offrira au Grand-Théâtre un spectacle composé des *Précieuses ridicules*, pour les demoiselles laïques et obligatoires, et des *Fourberies de Scapin*... nous allons voir pourquoi ces fourberies, car M. le ministre Goblet a son idée.

Peut-être n'a-t-il pas pensé à la pédagogie elle-même ; mais il s'est mis en personne sur le programme.

Il a voulu être un des attrails de la fête ; il a relégué au second rang M. Gréard, de l'Institut, vice-recteur de l'Académie de Paris ; or, si l'on eût voulu que ce Congrès ne fût que sérieux, vous pensez bien que c'est M. Gréard qui l'aurait présidé tout entier.

Mais on a tenu surtout à le faire politique et électoral ; de là, la présence du ministre.

Voir M. Goblet, le saluer, lui parler, lui serrer la main, peut-être — quel rêve pour les admirateurs des manuels Paul Bert, — et pour leurs dames !

Is ont eu ce bonheur, hier.

Très finaud, le petit Goblet. Il s'est dit : « Allons au Havre ; je suis beau, gracieux, aimable et d'une tournure tout à fait conquérante. Lorsque ces délicieuses personnes qui sont institutrices m'auront contempné, je suis sûr qu'elles s'em-

plouront avec énergie pour faire voter tous les électeurs de leur commune en faveur des candidats officiels. Quant aux messieurs instituteurs, il s'agit de les flatter et de leur bien faire comprendre ce que le gouvernement attend d'eux ; car enfin, si le gouvernement les paye, ce n'est pas pour qu'ils enseignent les belles lettres aux marmots agricoles, mais c'est pour avoir à sa disposition des agents électoraux. Voilà deux mille gaillards qui vont se disperser au milieu des électeurs ; il faut qu'ils se rappellent bien une chose : c'est que leur mission consiste à caresser ces bons électeurs et à leur arracher tout doucement leurs suffrages à l'intention de nos pauvres chers candidats républicains. C'est délicat ; mais enfin, lorsqu'ils auront vu les *Fourberies de Scapin*, ces excellents instituteurs sauront aussi bien qu'Allain-Targé lui-même, s'ils sont intelligents, comment il faut s'y prendre pour essayer de vaincre les difficultés et triompher des résistances. »

Tel est sûrement le raisonnement que s'est fait le ministre, et que les électeurs déjoueront.

Au demeurant, le Congrès est libre, à ce qu'a dit M. Goblet, et les élections aussi seront libres, à ce qu'a juré l'illustre Brisson.

POURQUOI LA PAIX EST PROBABLE

Il nous semble que, dans les premières appréciations qu'elle a produites sur l'incident qui a exaspéré le patriotisme espagnol et sur ses conséquences, la presse de Paris n'a pas tenu un compte suffisant des raisons qui militent en faveur d'une solution pacifique. Elle n'a vu que les faits, les faits brutaux et grossiers, elle n'a vu que les situations prises par les subalternes, et elle n'a tenu aucun compte des circonstances ni des intérêts supérieurs des dirigeants.

Certes, l'action commise par le capitaine allemand qui a pris possession de l'île Yap, d'une part, et les insultes qu'une foule délirante de colère patriotique a infligées au drapeau allemand, d'autre part, semblent rendre une conciliation presque impossible. Mais, encore une fois, à côté de ces faits il y a les circonstances accessoires ; au-dessus du capitaine Langemack et de M. de Bismarck lui-même, au-dessus de la foule espagnole, il y a le roi Alphonse XII et la raison d'Etat.

Or, il est notoire que, même après que l'agression commise à Madrid contre l'hôtel de l'ambassade allemande a été connue à Berlin, le langage du ministre des affaires étrangères d'Allemagne a été fort réservé et même plus courtois qu'on ne devait s'y attendre. Aussi constatons-nous aujourd'hui, chez les journaux ministériels espagnols, plus de sang-froid et plus de discrétion.

D'où vient la modération de l'Allemagne ? Les précédents nous autorisent à supposer qu'il convient d'en faire honneur, non pas à M. de Bismarck, qui est fort capable d'avoir amené cette crise pour le besoin de sa politique privée, mais à l'empereur Guillaume.

Vingt fois, depuis plusieurs années, en public comme en particulier, l'empereur Guillaume a exprimé le désir et la volonté de mourir en paix, de ne pas rouvrir une ère de luttes sanglantes, dont il ne verrait très probablement pas la fin. Il a atteint aujourd'hui l'extrême limite de la longévité humaine. Est-il vraisemblable qu'il ait changé de sentiment ? Il ne suit pas, lui, dans ses détails, la politique coloniale de son ministre. Il a été surpris, comme tous les hommes d'Etat européens et peut-être comme M. de Bismarck lui-même, par l'explosion soudaine du sentiment national espagnol en présence d'une annexion dont le caractère agressif avait pu ne pas lui apparaître. C'est pourquoi il interviendra certainement, s'il n'est pas déjà intervenu. Les déclarations de M. de Hatzfeld à M. de Benomar et de M. de Solms à M. Canovas autorisent cette rassurante hypothèse.

D'autre part, l'ordre d'Espagne a un intérêt majeur à ne point précipiter aveuglément son pays dans une guerre dont les conséquences sont absolument incalculables. Nous voyons fort bien qu'on le pousse. Nous voyons même qui le pousse. Mais nous voyons aussi que, dans le cas où une solution quelconque sauvegarderait la dignité de son pays, il a, quoi qu'on en dise, les moyens de l'accepter et de l'imposer.

Pour tous ces motifs, nous ne sommes point pessimiste. Nous croyons fermement qu'après des négociations pénibles la paix sera maintenue.

Que si nos prévisions étaient déçues, cependant, de grands et difficiles devoirs s'imposeraient aux hommes qui gouvernent la France : des devoirs de circons-

pection, de vigilance, et, certains cas échéants, de fermeté. Et ce qui nous attriste et nous alarme, c'est qu'ils ne sont pas en état de les remplir.

LE CONFLIT HISPANO-ALLEMAND

L'apaisement est loin de se faire. De part et d'autre la colère a la parole, ou plutôt la prend et la colère est mauvaise conseillère.

Allemands et Espagnols ne se connaissent plus. Seulement, pendant que le peuple espagnol, poussé par les révolutionnaires, fait à son souverain une situation des plus difficiles par ses emportements irréfléchis, ses violences maladroites, le peuple allemand se garde bien de prendre à l'égard de son gouvernement une attitude comminatoire.

Si bien que pendant que don Alphonse XII n'est presque plus maître de ses volontés, et que M. Canovas est forcé de quitter la place, l'empereur d'Allemagne garde tout son sang-froid et M. de Bismarck reste l'impénétrable maître de la situation.

Aujourd'hui, du reste, tout le monde répète ce que nous disions hier : Quel but mystérieux poursuit M. de Bismarck ?

C'est ainsi que, ce matin, le *Times* annonce que dans certains cercles on croit que le prince de Bismarck a soulevé le conflit des îles Carolines ayant en vue d'autres desseins plus profonds et plus noirs.

La situation est certainement très tendue, soit que l'on envisage l'avenir de la monarchie espagnole, soit qu'on songe à la paix européenne ; mais nous estimons qu'il n'y a pas lieu de désespérer.

Nous comptons sur le patriotisme — nous ne disons pas sur la colère — du peuple espagnol pour préserver le trône des dangers dont la révolution le menace et sur la puissance de la diplomatie européenne pour arriver à une conciliation que réclament tant de hauts et puissants intérêts.

L'attitude de la France

M. de Freycinet a télégraphié à M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, pour lui recommander la plus grande prudence et la plus stricte impartialité durant la crise actuelle.

La surexcitation à Madrid

La surexcitation populaire a pris à Madrid des proportions inouïes. Ce n'est plus de la colère ; c'est de la fureur. Des milliers d'hommes et de femmes ont encombré les rues toute la journée et toute la soirée d'hier, discutant avec passion la question du jour.

La foule a parcouru les rues en agitant des drapeaux et en criant : « Mort à Bismarck ! »

Un agent de police, qui essayait d'enlever un de ces drapeaux à cet assommé et poignardé sur place ; deux hommes de la garde civique aussi ont été grièvement blessés.

Les hostilités

Les deux dépêches suivantes, l'une de Madrid, l'autre de Berlin, font redouter les plus graves éventualités :

Madrid, 6 septembre, 11 h. 15 matin.

Les deux croiseurs espagnols partis récemment pour l'île d'Yap ont, d'après plusieurs journaux, mission de chasser de vive force les Allemands des Carolines.

Berlin, 6 septembre, matin.

D'après des renseignements de source autorisée, la flotte allemande serait partie pour la Méditerranée.

L'attitude du gouvernement

Dans le conseil qui a eu lieu sous la présidence du roi, M. Canovas del Castillo a déclaré que, pour continuer les négociations avec l'Allemagne, l'on devait exiger comme condition absolue que les Allemands évacuent les îles Carolines et que ces îles soient occupées par les Espagnols. Dans le cas contraire, l'on devait adresser un ultimatum.

Les journaux disent que l'Espagne ne doit donner aucune satisfaction à l'Allemagne, et que tous les Espagnols préfèrent la guerre à une humiliation.

Les députés et les sénateurs de la majorité et de l'opposition soutiennent également le ministère et lui offrent leur appui moral.

Le roi a exprimé son entière confiance au ministère.

Les nouvelles pessimistes

Hier, à Paris, le bruit courait que la mission militaire espagnole, qui doit assister aux manœuvres du 2<sup>e</sup> corps d'armée, à Amiens, allait être rappelée à Madrid par le ministre de la guerre.

Cette mesure ne serait que la conséquence du rappel général de tous les officiers espagnols actuellement à l'étranger.

Le prince de Bismarck est attendu à Berlin. Aucune décision ne sera prise avant son arrivée, mais il est un fait important sur lequel il faut attirer l'attention, parce qu'il semble indiquer de la part de l'Allemagne une intention hostile : M. de Testa, consul général d'Allemagne au Maroc, vient de recevoir l'ordre de rentrer à Berlin.

Le ministère de résistance

Nous avons dit que le roi avait déclaré à M. Canovas qu'il avait toute sa confiance, déclaration qui éloigne du moins, quant à présent, l'idée d'un changement de cabinet.

Tout le monde paraît maintenant d'accord sur la nécessité de maintenir au pouvoir le cabinet Canovas, auquel tous les partis, oubliant leurs divisions et

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50.  
 — Le numéro. . . . . 15 centimes.  
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.  
 — Le numéro. . . . . 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES. . . . . 1 fr. 50 la ligne.  
 Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co  
 Place de la Bourse, 8  
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12  
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

leurs haines même, donneraient un appui patriotique dans les circonstances graves que nous traversons.

Il n'est plus question de la constitution d'un ministère de la défense nationale dont la formation paraissait imminente hier.

Mais le ministère Canovas ne resterait au pouvoir qu'à la condition de résister fermement aux prétentions allemandes, et d'exiger le maintien de l'intégrité du territoire national. Un grand nombre d'hommes politiques sont allés voir M. Canovas pour lui faire des déclarations dans ce sens, et le président du conseil paraît absolument d'accord avec l'opinion.

La presse espagnole

La presse ministérielle, et surtout la *Correspondencia*, se dit autorisée à affirmer que le gouvernement ne transigera pas sur la question de l'intégrité du territoire espagnol, et que le cabinet présidé par M. Canovas possède la confiance du roi.

Les marchands Campos et Jovellar ont aussi conféré avec le roi.

La *Correspondencia* dit encore que le comte de Solms, ministre d'Allemagne, n'attache que peu d'importance à la conquête de la foule dans la soirée de vendredi, et que, de son côté, ne cesse de faire des efforts auprès de son gouvernement pour amener une solution conciliante sans arriver à une rupture des relations entre les deux pays.

Le langage unanime de la presse de tous les partis donne encore plus de force au cabinet, et les déclarations patriotiques de la *Union*, du *Siglo futuro*, du *Correo*, du *Globo*, du *Porvenir*, du *Progreso* et d'autres sont un appui précieux aux organes ministériels.

Toutefois, le cabinet a pris la ferme résolution d'empêcher toute manifestation tumultueuse, tant à Madrid même que dans les provinces.

Il serait injuste de ne pas tenir compte à l'Allemagne du désir qu'elle paraît avoir de dénouer pacifiquement le conflit ; et si l'Allemagne est franche, voilà toute probabilité de guerre écartée.

La conciliation

Madrid, 6 septembre, 7 h. soir.



une porte à l'entente, ou tout au moins à une atténuation des faits.

De son côté, l'agence Fabra annonce que le comte de Solms a eu hier dimanche une entrevue avec M. Canovas. Le ministre d'Allemagne à Madrid a été autorisé par son gouvernement à déclarer que l'Allemagne croyait à peine utile de faire observer que l'incident de l'île de Yap et la façon d'agir du commandant de la canonnière allemande n'étaient pas un fait de nature à préjudicier en rien la question du droit, parce qu'il est certain que le gouvernement allemand s'il avait connu les revendications de l'Espagne sur les îles Carolines, aurait empêché toute prise de possession, jusqu'au moment où les deux gouvernements seraient arrivés à un accord sur la question pendante.

L'acte du commandant de la canonnière n'aurait pas eu lieu si le gouvernement allemand avait eu le moyen de communiquer rapidement avec lui.

L'agence Fabra fait remarquer à ce propos que les communications télégraphiques ne vont pas au delà de Manille et que ces communications ont été très difficiles dans ces derniers temps par suite de la rupture d'un câble, rupture qui a rendu nécessaire l'envoi des dépêches par la voie de Perse.

#### Les assurances pacifiques

Dans les cercles officiels de Madrid, on fait ressortir que l'occupation allemande de Yap a été effectuée à l'improvvisé pendant la nuit, alors que l'on négociait encore et que le gouvernement allemand venait de proposer officiellement, dans sa dernière dépêche reçue à Madrid, de soumettre le différend tout entier à l'arbitrage d'une puissance amie. On fait encore remarquer que, lorsque la canonnière allemande s'est présentée à Yap, deux transports de guerre espagnols, ayant à bord le gouverneur des îles Carolines, les employés de l'administration et les ouvriers nécessaires pour construire plusieurs édifices publics, étaient à l'ancre depuis trois jours, ce qui constituait une occupation effective.

Le gouvernement espagnol, considérant donc ses droits traditionnels comme violés, a dû accuser ses protestations à Berlin et à la requête de son ministre plénipotentiaire le télégramme suivant :

Berlin, 5 septembre 4 h. 20, soir.

Je viens de voir le ministre intermédiaire des affaires étrangères qui, en me confirmant ce qu'il m'avait dit le 25 août dernier, et que je me suis empressé de vous transmettre par le télégraphe, m'a déclaré que les instructions données au commandant du vaisseau de la marine impériale, envoyé aux Carolines par le gouvernement allemand, lui ordonnaient de ne pas arborer le drapeau dans le cas où il se trouverait en face du pavillon espagnol, et lui a assuré que les actes de violence qu'il avait reçus, ne pouvaient en aucune façon influer sur le cours amical des négociations entamées, ni nuire à un bon résultat.

#### L'intervention

La question d'une intervention étrangère devait se poser et, tout naturellement, les yeux se tournent vers l'Autriche. Voici l'information que donne le *Gaulois* d'après une dépêche de Vienne, datée du 6 :

La Cour est très affectée de la tournure prise par les événements. La reine d'Espagne a écrit deux fois à l'archiduchesse sa mère, et on ne doute pas que l'empereur François-Joseph n'inter vienne auprès de l'empereur Guillaume, qui n'a rien à lui refuser, en faveur du roi d'Espagne.

On ne se dissimule pas, ici, la gravité de ce qui se passe à Madrid. De très hauts personnages de la Cour, des membres de la famille impériale interviennent auprès de l'empereur pour qu'il abandonne pas le roi et la reine d'Espagne dans une circonstance aussi pénible pour la monarchie.

Après les entrevues de Gastein, où l'empereur Guillaume a promis de ne pas intervenir dans la querelle, il est impossible qu'une démarche de l'empereur François-Joseph ne réussisse pas à écarter le danger d'une guerre entre l'Allemagne et l'Espagne.

On assure même dans les cercles de la Cour que cette intervention est sur le point de se produire et que l'empereur Guillaume lui réserve le meilleur accueil.

#### Que fera l'Italie ?

Nous avons parlé hier des mesures de concentration militaire arrêtées et mises déjà à exécution par l'Italie, et l'on se demande avec raison ce que va faire l'Italie. A ce propos, voici la dépêche que nous trouvons dans plusieurs journaux :

Rome, 6 septembre, 10 h. 55 matin.

Un échange de dépêches très actif a eu lieu hier entre les cabinets de Berlin et de Rome. L'Italie se serait engagée à ne pas entraver l'action de l'Allemagne sur les côtes du Maroc.

#### Le but mystérieux

Voilà que, si l'on veut bien lire entre les lignes des journaux officiels allemands, on commence à pressentir le but mystérieux du chancelier :

A côté de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui continue à planer dans les régions sereines de la réserve diplomatique, d'autres journaux laissent percer le bout de l'oreille de la politique bismarckienne.

Le chancelier allemand a commencé à trouver que les petites stations de l'Afrique orientale et de l'Afrique occidentale, que de misérables petites îles du Pacifique ne suffisent pas à son ambition, et qu'à un grand empire comme l'Allemagne il faut de grandes colonies. L'Espagne possède Cuba, la perle des Antilles, et il veut prendre Cuba, ni plus ni moins ; c'est ce que laisse clairement entendre la *Gazette de Cologne* — tout aussi officielle, bien que non officielle que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* — lorsqu'elle engage l'Espagne à se souvenir qu'elle n'est pas invulnérable hors de l'Europe.

#### Les Cubains

Le *Matin* dit avoir reçu la communication suivante, qu'il publie sous toutes réserves :

Un des chefs de la révolution cubaine part pour l'Europe. On ne sait s'il va à Madrid ou à Berlin, appelé par Canovas ou par Bismarck. Les colonies espagnoles, Cuba et Porto-Rico, réclameront l'autonomie et s'engageront à défendre elles-mêmes leur territoire et le drapeau espagnol. Sinon, elles profiteront du conflit pour se rendre indépendantes. Dans leur dernière insurrection, elles ont tenu en échec deux cent mille hommes de l'armée espagnole et cinquante navires de guerre.

On sait que les révolutionnaires cubains ont à Paris un agent très actif. On dit même qu'il appartient au corps diplomatique.

#### Les révolutionnaires

Nous disions hier que les révolution-

naires ne manquaient pas de saisir l'occasion de compliquer la situation par des actes antipatriotiques, et nous avons donné quelques renseignements à l'appui de nos dires.

Aujourd'hui, nos accusations sont confirmées par d'autres.

On assure que les républicains espagnols réfugiés à Paris et ailleurs s'acharnent par petits groupes vers la frontière. Ils n'ont aucun doute sur leur réussite et leur plan est tout arrêté.

Ils constituent un gouvernement de la défense nationale à l'imitation du 4 Septembre, sous la présidence du général Salamanca.

On dément que Zorilla ait quitté l'Europe, il se contente de conférer avec les républicains réfugiés à Londres.

A propos des espérances criminelles des révolutionnaires, voici ce que l'on télégraphie de Berlin :

Si durant la première phase de l'incident, l'Allemagne s'est montrée disposée à faire à l'Espagne certaines concessions dans la question des îles Carolines, cette attitude conciliante a été dictée par le désir très sincère d'appuyer le roi d'Espagne.

Tout autre gouvernement qui pourrait supplanter celui qui existe actuellement en Espagne se trouverait en face d'une Allemagne fermement décidée à défendre les droits qu'elle croit avoir loyalement acquis dans l'archipel des Carolines. Vis-à-vis d'un gouvernement républicain, l'Allemagne garderait les îles, sans entrer dans une discussion sans intérêt ni motivation ni arbitrage, en attendant tranquillement que l'Espagne essayât de les lui arracher.

#### La presse allemande

Il n'a paru hier soir à Berlin qu'un petit nombre de journaux.

La *Post* constate que l'espoir qu'on avait que l'attitude résolue, mais réfléchie, de l'opinion publique en Allemagne et la modération du gouvernement impérial exerceraient en Espagne une influence calmante, ne s'est malheureusement pas réalisée.

Le manque de fermeté du gouvernement espagnol en présence de l'agitation est, dit le journal semi-officiel, très à regretter. En agissant comme il l'a fait, le gouvernement n'a ni fortifié sa propre position, ni rendu service à la monarchie. Les derniers incidents qui viennent de se produire à Madrid montrent qu'il peut mener le fanatisme des masses excitées d'une manière si inexcusable. Ils témoignent en même temps de l'imprudence des feuilles gouvernementales.

Le *Journal du Landt* est d'avis qu'en raison des exaltations systématiques dont elle est le résultat, la démonstration populaire faite contre la légation d'Allemagne n'est pas par elle-même, mais que, dans une certaine mesure, elle est compréhensible. Ce journal ajoute que l'Allemagne, qui observe de sang-froid la situation générale de l'Europe, constate combien la France cache peu le jeu malveillant qu'elle éprouve de ce commencement de conflit entre l'Allemagne et l'Espagne.

Se joignant aux conclusions de l'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le *Courrier de la Bourse* exprime l'espoir que l'exemple d'inébranlable calme, de circonspection et de modération donné par l'Allemagne exercera à Madrid une influence calmante.

#### La presse anglaise

On nous télégraphie de Londres que tous les journaux de ce matin discutent les événements dont Madrid vient d'être le théâtre et sont d'avis que la paix et la tranquillité de l'Europe sont menacées par le conflit hispano-allemand.

Le *Daily Telegraph* invite le marquis de Salisbury à ouvrir à l'Allemagne et à l'Espagne tous les services que l'Angleterre peut rendre et serait heureuse de rendre à ces deux puissances comme médiatrice équitable, amicale et désintéressée.

#### Le Times dit :

La paix ne peut être préservée que si le différend est soumis à un arbitrage.

Ne fût-ce que pour la forme, le gouvernement espagnol doit soutenir ses droits, qu'il considère comme incontestables, qui ont été violemment attaqués. Pour cela, le ministre n'a besoin que d'un peu de courage moral. Si cependant le gouvernement espagnol était trop faible pour défendre les intérêts réels du pays contre les clameurs ignorantes et intéressées, il y a tout lieu de croire que cette faiblesse n'est pas des conséquences graves. Le trône d'Alphonse XII, dit le *Times* en terminant, n'est pas à l'abri des troubles que la faiblesse du gouvernement encouragerait. Tout le poids de l'orage pourrait bien tomber non sur l'Allemagne, mais sur l'organisation intérieure de l'Espagne.

#### Le Morning Post s'exprime ainsi :

Madrid pousse des clameurs aussi folles, aussi puériles, que celles que l'on pousse à Paris, il y a quinze ans, dans le but de discréditer, de renverser l'Empire. Les Français atteignent pleinement le but qu'ils se proposaient, mais en renversant l'Empire, ils amènent la ruine de la France.

L'expérience n'a pas porté est, enseignement de l'autre côté des Pyrénées. Le parti révolutionnaire en Espagne est en train de préparer un Sedan espagnol.

Le *Standard* discute la possibilité d'une intervention de la France en faveur de l'Espagne :

Il pense que le peuple français aura grand soin de ne pas se laisser enlever par la nouvelle aventure espagnole du prince de Bismarck. Même si le roi Alphonse devait être sacrifié aux rivalités des politiciens d'Espagne, les républicains français surveilleraient la révolution de loin, les bras croisés.

Le *Standard* espère donc que le gouvernement espagnol, montrant plus de pouvoir sur lui-même que n'en a manifesté la population madrilène, et le prince de Bismarck s'en remettant, pour le règlement du conflit, à un tribunal compétent, on ne verra pas cette chose si grave des hostilités entre deux nations européennes surgir d'une discussion d'ordre de possession d'un groupe d'îles qui contient tout au plus trente mille âmes.

Le *Daily News* est d'avis qu'après la déclaration si conciliante du comte de Hatfield, c'est à l'Espagne à faire amende honorable pour l'insulte dont la légation d'Allemagne à Madrid a été l'objet.

#### L'affaire Olivier Pain

Le correspondant du *Matin* n'a pas abandonné son enquête sur le sort de notre compatriote Olivier Pain, mort, disent les uns, sur la route d'Omdurman ; assassiné par les Anglais, disent les autres.

Voici donc un résumé de la dernière dépêche du correspondant anglais de notre confrère :

Je n'ai pu user, envers le capitaine Wilson, du même procédé qu'avait le major Kitchener, et comme il n'était pas dans

mes moyens d'aller l'interrover jusqu'en Egypte, j'ai dû aviser à un autre mode pour chercher la vérité et, sauf preuves contraires, je crois y être parvenu.

Je viens de me livrer à une enquête minutieuse, pour laquelle j'ai pris toutes les précautions imaginables, ne puisant qu'aux sources dignes de foi et impartiales, et voici comment, à l'aide de renseignements soigneusement contrôlés, j'ai réussi à rétablir les faits.

Dans les premiers jours de mars, les écoliers arabes au service de l'« Intelligence Department » de l'armée anglaise rapportèrent au capitaine Wilson — qui était le chef responsable de ce service à Dongola, comme le major Kitchener l'était à Debbah et au sud de cette place, dans la direction de Khartoum — qu'on signalait sur le front de l'avant-garde anglaise la présence d'un étranger européen, un Français (dans ces parages, tous les Européens sont des Français) qui ne parlait que très imparfaitement l'arabe et qu'on supposait être un agent ou un espion du Mahdi.

Dans les circonstances délicates et dangereuses où se trouvait l'armée anglaise, le capitaine Wilson crut de son devoir non seulement d'assurer de la réalité du fait, qu'on lui signalait, mais aussi et par dessus tout de la personne de l'individu signalé.

Le capitaine commença par donner des ordres pour qu'on s'emparât de l'individu en question et qu'on le lui amenât. Pour assurer le zèle des agents plus irréguliers qu'il était forcé d'employer, il leur offrit une somme d'argent.

C'est ce qu'il fit par un ordre de service qui a dû paraître vers le 16 mars.

Mais cet ordre de service ne portait pas le nom d'Olivier Pain ni ne contenait les mots : « Mort ou vif ».

Mais comme l'a déclaré le major Kitchener, l'individu, l'Européen, le Français, signalé, n'a jamais été découvert et, sans aucun doute, n'a jamais existé que dans l'imagination intéressée des agents arabes fort peu dignes de foi et éminemment contempteurs de la vérité, qui l'avaient inventé pour se donner de l'importance et souligner quelques guinées au coffre-fort bien garni de l'« Intelligence Department ».

Le correspondant du *Matin* continue :

J'ajouterais que s'il n'y avait en l'individu précédent de la proclamation, bien authentique celle-là, de l'amiral Hewel, mettant à prix la tête d'Osman-Digma — proclamation immédiatement retirée sur les ordres formels du cabinet Gladstone — jamais on n'aurait songé à attacher la moindre importance au récit que mettait ainsi en cause le pauvre Olivier Pain, mort six mois auparavant sur la route d'El-Obeid à Omdurman.

Si quelqu'un a des faits appuyés sur des preuves admissibles et contrôlables à produire en contradiction de ma théorie, je lui passe bien volontiers la plume, car j'ai pas besoin d'être un homme de loi pour constater qu'il s'agit d'une affaire qui n'a personnellement d'autre souci que la poursuite et la déconvenue de la vérité.

En résumé, le major Kitchener, aujourd'hui colonel, affirme que :

Le Pain a vu le Mahdi et a été reçu par lui à El-Obeid ou dans les environs. Après cette entrevue, le Mahdi se rendit à Omdurman et Pain se mit en marche pour le suivre, mais succomba sur la route comme il a été dit.

Le major Kitchener était bien le chef de l'« Intelligence Department » au sud de Debbah, mais il était sous les ordres de sir Edward Wilson et aussi sous ceux de sir Charles Wilson qui était, lui, le directeur supérieur de tout le sud de l'« Intelligence Department » de l'état-major général de l'armée du Nil.

Soyez persuadés que ce n'est pas là le dernier mot de cette sombre histoire.

## ÉCHOS

### LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 7 SEPTEMBRE  
La température baisse en Russie et en Finlande ; elle reste sensiblement stationnaire ailleurs.

En France, le temps est à averses par instants.

Hier, à Paris, le ciel a été nuageux ; il y a eu des éclairs vers huit heures du soir.

### SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent d'entre O. et S.-O. modéré ; mer peu agitée.  
Océan. — Vent d'entre O. et S.-O. assez fort ; mer agitée.  
MÉDITERRANÉE. — Vent E. faible ; mer belle.

Aujourd'hui, 7 septembre, le thermomètre gradué de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... 14 5/8  
A onze heures du matin..... 21 5/8  
A deux heures du soir..... 23 5/8  
Température basse de la nuit 14 1/2  
Le baromètre est à 754 millimètres 5.

La République vient de faire deux pertes qui lui doivent être profondément sensibles : celle de M. de Bouteiller et celle de M. Charles Lepère.

M. de Bouteiller était ce conseiller municipal de Paris au sujet duquel les opportunistes firent courir, lors de la période électorale, certains bruits qu'il n'y a pas à rappeler en ce moment. Ses amis déclarent qu'il meurt victime de la calomnie, à laquelle s'est ajoutée, il est vrai, une maladie de poitrine.

Pour M. Lepère, député de l'Yonne, il a rendu le dernier soupir dans son département. Il n'avait que soixante-deux ans, mais il paraissait beaucoup plus âgé.

La République vient lui consacrer quelques lignes de regrets : elle a raison, car M. Lepère a été véritablement le type de l'opportuniste.

Sous l'Empire, il fut avocat consultant de la préfecture de l'Yonne, et l'on se souvient aussi, à Auxerre, de l'avoir vu, fervent catholique, suivre les processions avec un cierge à la main.

Enfin le gambettisme, il fut gambettiste et même ministre.

Enfin il se sépara, au bon moment, de l'Union républicaine et combattit M. Jules Ferry, pratiquant de la sorte la théorie des opinions successives et se montrant opportuniste jusqu'à ce qu'il cessât d'être quand cette fraction s'effaça.

Du reste, M. Charles Lepère avait une certaine influence sur la partie avancée de la gauche du Parlement.

M. Allain-Targé, ministre de l'intérieur, a quitté hier soir Marseille par le train rapide de 6 h. 25 ; il est rentré à Paris aujourd'hui.

Une dépêche de Munich nous apprend la mort du prince Adalbert Isenburg-Budingen.

M. Antonius-Louis Pingard, chef honoraire du secrétariat de l'Institut de France, chevalier de la Légion d'honneur, est mort hier dans sa 89<sup>e</sup> année.

L'état de santé de M. Pingard ne faisait pas prévoir un dénouement aussi soudain. Aussi l'émotion est-elle grande dans toutes les sections de l'Institut, où le défunt avait conquis de nombreuses et illustres amitiés.

Les obsèques de M. Antonius Pingard auront lieu demain mardi, à midi, à Saint-Germain-des-Près.

La commission française de l'exposition internationale de la Nouvelle-Orléans, sur l'initiative de M. Henri Farjas, commissaire général américain, vient de se réunir à son siège, 39, rue Caumartin. L'honorable M. Robert Mac-Lane, ministre américain à Paris, a bien voulu accepter la présidence d'honneur.

Parmi les membres de la commission, nous remarquons MM. Antonin Proust, Kiessner, sénateur des Vosges ; D. Wilson, Ch. de Lesseps, Tourrette, Léon Chotteau, G. Sandoz, etc., etc.

Le concours national de tir a reçu, avant-hier samedi, la visite du gouverneur de Paris, M. le général Saussier.

Le général était accompagné de son aide-de-camp et de son officier d'ordonnance, M. le capitaine Courbessais et M. le lieutenant Léauté.

Hier, dimanche, plus de deux cent mille personnes ont visité le champ de tir.

La fête a commencé, à onze heures, par la réception des Sociétés Alsaciennes-Lorraines, que M. Paul Déroulède et le comité de la Ligue attendaient pour déjeuner.

Après, M. Déroulède a pris la parole :

« Nous traversons, a-t-il dit, une période grave ; aussi, je ne veux pas faire de discours. Soyons calmes. »

Aux deux heures précises, les sociétés de tir ont fait leur apparition, puis sont venues les sociétés de gymnastique, qui se sont données l'accolade.

Chacune d'elles s'est rendue à son poste, et, tandis que les balles sifflaient sur le stand, les gymnastes exécutaient leurs intéressants exercices devant la tribune d'honneur.

A six heures un quart, les porte-drapeaux des diverses sociétés se sont groupés devant la statue de Chanzy, faisant face aux tribunes.

Le défilé général a eu lieu à six heures et demie.

A l'issue du défilé de tous les tireurs et gymnastes, la foule s'est portée vers M. Déroulède, et l'a prié de parler.

Le président de la Ligue s'est excusé, disant :

« Aujourd'hui, il faut nous taire pour mieux entendre. »

Plusieurs de nos confrères persistant à considérer comme très grave vis-à-vis de l'autorité militaire française la situation de Châteauneuf, qui s'est en effet rendu coupable du crime de désertion à l'étranger, et dont l'extradition vient d'être demandée au gouvernement belge, rappelons que ces craintes ne sont nullement fondées. D'abord, la demande d'extradition ne vise pas la désertion, et il est de règle que l'extradé ne peut jamais être poursuivi à raison de faits délictueux ou criminels qui n'auraient pas été indiqués dans ladite demande. Ensuite, le crime de désertion est exclu du nombre des faits pour lesquels l'extradition peut être obtenue ; cette exception, qui n'est applicable qu'aux déserteurs de l'armée de terre, profite donc à Châteauneuf. Dans ces conditions, le déserteur Châteauneuf n'a pas besoin de sauf-conduit. Acquis, il doit pouvoir regagner la Belgique en toute sécurité. Condamné, il subit sa peine, puis regagne l'étranger, sans que, dans l'un ou l'autre cas, l'autorité militaire puisse l'atteindre. Il ne tomberait sous ses coups que s'il entraînait librement et volontairement sur le territoire français. Il ne peut de lui-même se présenter au juge d'instruction sans être muni d'un sauf-conduit : ce n'est pas douteux. Mais il n'est pas plus douteux qu'une fois régulièrement extradé, il n'aura sous aucun prétexte à répondre du fait de désertion.

Aujourd'hui seront célébrées, au château de Fredensborg, en même temps que le sixième centenaire de la naissance de la reine Louise de Danemark, les fiançailles du prince Waldemar avec la princesse Marie d'Orléans, fille du duc de Chartres.

Le château, construit en 1720, dans le style français, s'élève sur les bords de la Baltique, au milieu d'un site pittoresque. C'est la résidence d'été du roi Christian IX.

C'est au château de Fredensborg que furent célébrées, en 1836, les fiançailles du czar Alexandre III avec la princesse Dagmar.

Publications de mariage de cette semaine :

M. de Pradines, président de chambre à la cour d'appel de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, et Mlle Martin des Pallières.

M. Larcher, docteur en droit, et Mlle Roland-Gosselin.

M. Emile Pichot, artiste peintre et Mlle Marie Thomas.

On n'a pas oublié l'incendie terrible qui détruisit, il y a quelques années, de fond en comble la tour de l'église cathédrale de Sarrebourg, la ville française conquise par Louis XIV et fortifiée par Vauban, la patrie du maréchal Ney, et devenue allemande par les traités de 1815.

La violence du feu fut si grande que les cloches fondirent.

Aujourd'hui, la tour est reconstruite, la grosse cloche est déjà mise en place ; elle a reçu le nom de saint Louis, roi de France. Mais ce n'était pas assez de graver sur l'airain le nom du fondateur de la ville ; dans un brillant discours, dont les termes ne laissent aucun doute sur la signification de noms choisis fait dans cette circonstance, le chanoine Patry a prononcé textuellement les paroles suivantes :

« Le soleil, qui symbolisait le puissant édificateur et le clément protecteur de cette ville, s'est éclipé et ne peut désormais ni dissiper les nuages ni répandre ses bénédictions sur nous ; la bannière fleurdelisée a disparu et le drapeau tricolore même ne flotte plus fièrement sur

notre ville, protégeant ses habitants et ses remparts... »

Un journal prussien a cru devoir verser des torrents d'injures sur le respectable chanoine.

Quant à nous, nous ne dissimulerons pas l'émotion profonde que nous a fait éprouver ce salut chaleureux, ce souvenir patriotique qui nous est envoyé de la frontière.

C'est à Venise et non pas à Rome qu'aura lieu, en 1887, l'exposition universelle projetée par le gouvernement italien.

La municipalité de Venise a fait une démarche auprès du gouvernement et de la municipalité romaine pour obtenir ce changement, et il a été fait droit à sa requête.

Le palais sera sans doute édifié soit au Jardin public soit au Lido.

Il existe, paraît-il, dans une rue du quartier Pigalle, une bande de cinq peintres qui fabriquent de fausses œuvres des grands maîtres.

Voici comment procèdent ces faussaires :

L'un d'eux se rend chez un amateur et le prie de lui confier une toile de maître : « J'ai trouvé acquéreur, dit le messager de la bande, à un prix magnifique. Laissez-moi emporter le tableau pour que le client l'examine. »

Le messager donne son nom, qui est le nom d'un peintre ; il donne son adresse. L'amateur, sans défiance et touché par l'espoir de réaliser un bénéfice, lui laisse emporter le tableau.

Deux ou trois jours après, le tableau est restitué à son propriétaire. « Le client, dit le messager, ne s'est pas déçu. Agrérez mes regrets. »

Que s'est-il passé pendant ces deux jours ?

Les cinq faussaires se sont mis à l'ouvrage. Chacun a fait une copie du tableau. Quand les copies ont été terminées, le « patron » les a examinées. Il a choisi la meilleure. C'est celle-là qui sera le faux définitif. Mais dans toutes les copies, il y a des qualités. Tel des associés a mieux réussi les arbres ; tel autre a fait le meilleur mouton ; tel l'eau est « mieux faite ».

— Vous, dit le patron, arrangez les arbres ; vous, retouchez le mouton, « retouchez l'eau ».

Ces cinq praticiens, on ne peut pas dire artistes, doués de qualités diverses, arrivent fréquemment à faire des copies presque parfaites des grandes toiles des maîtres.

Quand le faux en collaboration est achevé, quand la signature de l'artiste copié a été placée au bas de la copie, la bande se met en quête d'un acquéreur. On va chez les amateurs et chez les marchands de tableaux jusqu'à ce qu'on ait trouvé preneur à un prix rémunérateur. Les intéressés sont prévenus.

## GAZETTE DE PARIS

### LES ILES CAROLINES

S'il est une région négligée par les géographes, c'est assurément l'archipel des Carolines, qui, par la multiplicité de ses îles, forme, pour eux, un dédale inextricable. Je vais cependant essayer d'en esquisser les grandes lignes, l'occupation par l'Allemagne de l'île de Yap ayant attiré l'attention du monde entier sur cette contrée.

Les îles Carolines font partie de l'Océanie. Elles sont situées dans l'Océan Pacifique, à l'ouest des Philippines, qui appartiennent également à l'Espagne et qui sont dans les mêmes eaux que l'île Formose, dont la guerre du Tong-King a rendu chez nous le nom populaire.

Dans le partage qu'il fit des îles des Épicures, le Pape Alexandre IV attribua les Carolines aux Espagnols. Leur nom leur vient d'ailleurs de Charles II, roi d'Espagne, et leur fut donné par Francisco Lescano, lors de la découverte qu'il en fit en 1636. On appliqua, à la même époque, le nom de Mariannes au groupe d'îles situées au nord des Carolines et qui font partie du même archipel. Elles ont été appelées ainsi en l'honneur de Marie-Anne d'Autriche, deuxième femme de Philippe IV et mère de Charles II. Le nom que portent les Philippines est aussi celui d'un souverain espagnol.

Il y a donc une étroite liaison entre les trois groupes d'îles ; et quo



Les voisins, n'entendant plus de bruit, pénétrèrent deux heures après dans la chambre et trouvèrent l'homme pendu au clou servant à accrocher la suspension de la salle à manger.

Malgré les soins les plus empressés, il ne put être rappelé à la vie.

**Un disparu.** — Un nommé B..., demeurant rue Lamoignon, a disparu dans des circonstances telles qu'on a tout lieu de supposer qu'il a été victime d'un crime.

Chargé, jeudi dernier, par son patron, armurier, d'aller chez un bijoutier pour y chercher des bijoux, B..., qui avait sur lui 500 francs, n'a pas reparu.

Cet homme, qui est père de quatre enfants, est réputé pour son honnêteté, et il n'est pas possible d'admettre qu'il ait voulu s'approprier une si petite somme.

**Enseignant les malins.** — Avant-hier, quatre enfants de six à sept ans, dont les parents habitent rue de Valenciennes, au Bas-Mendon, s'amusaient sur le bord de la Seine à faire des moines de terre.

A un moment donné, trois d'entre eux partirent, laissant à leur quatrième petit camarade, nommé Jules Loison, qui était resté pour se laver les mains.

Ses camarades ne s'en inquiétèrent plus, et ce n'est que le lendemain matin qu'ils dirent ce qui s'était passé.

Les parents, qui recherchaient le petit Jules partout depuis la veille, firent alors sonder le fleuve à l'endroit où l'enfant était allé se laver et dont la profondeur est d'un mètre.

Un bout d'un instant, le sieur Vincent, pêcheur, ramena le cadavre du petit imprudent.

**Vol de bijoux.** — M. G..., bijoutier, rue de l'Arche, était muni, il y a deux jours, dans son logement, situé au troisième étage et avait laissé la surveillance du magasin à sa domestique.

Celle-ci, qui se trouvait à l'entresol, fut soudain avertie par la sonnerie électrique que quelqu'un venait d'entrer dans la boutique; elle descendit et aperçut une dame qui s'en allait en refermant la porte. Rien n'était dérangé, la servante remonta; mais quelques minutes après, la sonnerie tintinola de nouveau, et la bonne redescendit.

Cette fois, elle vit deux individus sortant vivement du magasin et se sauvant du côté de la Madeleine; elle courut après eux, mais la pauvre fille était tellement émue qu'elle ne put articuler une parole. Après quelques instants d'une course inutile, elle vit disparaître les voleurs et revint chez son patron.

Celui-ci, prévenu, constata la disparition de plusieurs écrins de bijoux étalés à la vitrine et ornés de diamants évalués à 25,000 francs.

**Cheval emporté.** — Le cheval attelé à la voiture de place n° 10,408, et conduit par le cocher Auguste Chénais, s'étant en balade, hier à cinq heures, avenue Wagram, a parcouru au galop toute cette avenue, jusqu'à celle des Ternes, où il a pu être arrêté par le sieur Gustave Prévoist, employé de commerce.

Le malheureux cocher était tombé et dans sa chute ses pieds avaient été pris dans les guides; il a été traîné sur un espace d'environ cinquante mètres et horriblement meurtri. On l'a transporté, dans un état très grave, à l'hôpital Beaujon.

**Artilleurs blessés par leurs chevaux.** — Hier, à trois heures, rue de la Tombe-Issoire, deux artilleurs, le brigadier Joseph Marin, et le nommé Aubert, conduisant quatre chevaux qu'ils venaient de chercher au dépôt de la remonte, lorsque les deux bêtes conduites par Marin s'échappèrent par les aboiements d'un chien, se cabrèrent si violemment que celui-ci fut renversé sur le pavé.

Relié aussitôt, le malheureux n'avait plus l'usage de ses bras. Il a été transporté au Val de Grâce.

Les chevaux ont été reconduits au dépôt.

**Mort mystérieuse.** — Alphonse Seigneure, voyageur de commerce, habitait depuis plusieurs mois un appartement au premier étage de la maison située passage Brady, 58. Agé de soixante ans, né à Magny-la-Campagne (Calvados), il avait une fort bonne réputation dans sa maison, où il ne faisait d'ailleurs que de rares apparitions: en effet, le genre de ses occupations le forçait à s'absenter souvent, et il restait parfois plusieurs jours sans rentrer.

Seigneurie, la semaine dernière, vint passer quelques jours à Paris; samedi, il alla rendre visite, vers six heures du soir, à son fils, établi marchand de vin, 281, rue Saint-Denis; il passa la soirée chez ce dernier, et retourna ensuite à son domicile.

Depuis, on ne le revit plus: les voisins le crurent parti pour une de ses tournées habituelles.

Cependant, dans la journée d'avant-hier, une odeur nauséabonde se répandit à travers les escaliers de la maison du passage Brady.

Les locataires inquiets finirent par s'apercevoir que le point de départ des exhalaisons pestilentielles trouvait dans l'appartement de M. Seigneure. La concierge courut chercher le fils du voyageur: un serrurier, appelé aussitôt, ouvrit la porte.

Dans la chambre à coucher, sur le lit, M. Seigneure était étendu mort, à moitié nu, tout noir de décomposition: l'appareil avait un aspect normal, aucun meuble n'était dérangé.

M. Collas, commissaire de police, a commencé une enquête pour découvrir les causes de cette mort mystérieuse.

Le corps a été envoyé à la Morgue.

**Un tramway qui déraile.** — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Le tramway qui dérailla. — Grand émoi avant-hier soir, vers six heures, à la station des tramways à vapeur de Reuil à Port-Marly. Le minuscule chemin de fer avait déraillé, et les nombreux habitants de Bougival et des autres endroits des bords de la Seine ont dû regagner à pied leur logis.

Ces deux femmes ne pouvaient se supporter; elles se querellaient constamment, si bien que le docteur Gigault, fatigué de leurs incessantes disputes, avait donné l'ordre pour le 2 août à Marie Charrier. Celle-ci s'en était montrée très irritée.

Il y a quelques jours, enlevant des fagots dans la cour de l'habitation du docteur Gigault, on découvrit le cadavre de la fille David, dans un état de conservation parfaite; mais on pouvait remarquer au cou un large blessure.

L'opinion publique n'a pas tardé à désigner, à tort ou à raison, Célestine Charrier comme l'assassin.

La population de Vire est unanime pour l'accuser.

Elle a été interrogée, ainsi que le docteur Gigault, et tous deux ont été mis en état d'arrestation.

L'assassin aurait en lieu le 2 septembre.

A l'instant où l'un des témoins entendit ce même jour à vu Célestine Charrier, elle s'est écriée avec indignation: « Malheureuse, je reconnais sur vous la robe de ma sœur! »

**Somme.** — La ville d'Amiens se dispose à célébrer dignement les obsèques d'un de ses enfants mort, lui aussi, comme l'amiral Courbet, victime du devoir.

Le corps de Louis Thuillier, qui a succombé en Egypte aux atteintes du fléau cholérique qu'il était allé étudier sur place, arrivera mercredi dans le chef-lieu de la Somme. Un service solennel aura lieu le vendredi suivant.

**Var.** — On signale un cas bien extraordinaire de guérison arrivé à l'hôpital Bon-Reconfort, à Toulon. Un jardinier, Marius Gherci, âgé de quarante-six ans, était entré dans cet hôpital malade du choléra et dans un état désespéré. Ce malheureux a été soigné, et, à l'insu de tous, d'après son propre récit:

« Je souffrais comme un damné, j'étais à bout de courage et je cherchais un moyen d'en finir avec mes tortures; si j'avais eu un couteau à ma portée, je me serais tué. L'idée me vint de m'étouffer en buvant l'eau des cruches qui étaient placées à mes pieds pour les réchauffer. »

« Je dis alors à l'infirmier qui me soignait que j'avais froid au côté et qu'il voulait bien me remonter la mèche cruche; il le fit, et profitant d'un instant où ce brave homme me tournait le dos, je saisis un cruchon, puis, d'un coup, je le bus avec un bruit désespéré. Après cette ingestion, j'avais l'estomac plein jusqu'à la gorge; je touchais l'eau que j'avais bu avec mon doigt. J'ai cru que la mort allait venir et les vomissements m'ont pris; j'ai rendu à flots, du haut, du bas; j'étais couvert d'une sueur glacée; on m'a administré du rhum pour me réchauffer... et j'étais sauvé! »

Aux médecins à expliquer ce moyen de guérison.

**LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM**

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy la dépêche suivante: Hoé, 6 septembre.

Le général Prudhomme, après trois jours d'attente, a vu le roi d'Annam, qui résistait en nombre considérable, mais mal armé, et arrivé à la citadelle de Pin-Tinh, qui lui a ouvert ses portes.

Nos pertes sont nulles.

On se rappelle que M. Jules Ferry dans ses discours de Lyon et de Bordeaux, a dit que la guerre était terminée. Les deux dernières dépêches du général de Courcy démontrent que M. Ferry est une fois de plus pris en flagrant délit de mensonge. Quant aux massacres annoncés avant-hier, la presse les avait déjà signalés il y a six semaines.

**CHRONIQUE DES ASSURANCES**

Il est un point que nous nous sommes souvent promis d'examiner: c'est le dédain de certains esprits forts pour l'assurance. Le hasard n'aurait sur eux, sur leur fortune, sur leurs personnes, aucune prise. Des lors, à quoi bon s'assurer? On a beau leur citer mille exemples de sinistres inattendus et terribles: ils ne croient pas à l'assurance, et ils ne professent pour elle que l'indifférence, même le dédain.

Il ne faudrait pas croire que ce sentiment se rencontre seulement dans les classes les plus modestes. Il existe partout, au haut et au bas de l'échelle sociale. Qu'on nous permette d'en fournir quelques preuves.

Nous habitons, pendant une partie de l'année et d'une façon intermittente, dans

ment à notre grande scène musicale, qui en est l'envie et la traditionnelle conséquence, ne sont pas un blanc seing, n'ont l'autorité de celui qui les obtient à remplace avec l'étude.

Je pourrais ici terminer ce feuilleton; mais le lecteur dirait avec raison qu'après m'être plaint pendant les mois de cloûtre de n'avoir pas de quoi le remplir, je reste court, même lorsque ces théâtres ont de nouveau ouvert leurs portes. Qu'il me permette de causer un peu, fût-ce à bâtons rompus.

En assistant l'un de ces derniers soirs à la représentation de *Guillaume Tell*, à celle-là précisément qui a servi de début à M. Duc, je ne puis m'empêcher de sourire, en voyant l'un de mes voisins — un étranger, sans doute — suivre attentivement l'exécution du chef-d'œuvre de Rossini, la pièce à la main. Heureux homme! pour lui l'ouvrage, vieux de cinquante-sept ou cinquante-huit ans, est encore un nouveauté! Peut-être s'insinuerait-il plus encore aux plaintes d'Arnold et de Mathilde « idole de mon âme » qu'aux superbes beautés de la partition!

Tout en le regardant tourner successivement les pages de la brochure, je suivais sur sa physionomie, assez mobile d'ailleurs, ses impressions, je m'ose dire ses émotions. Je finis par me les assimiler, et me surpris à remarquer que, malgré force naïvetés, le livret de *Guillaume Tell* — on dit aujourd'hui le « poème » — ne manque pas d'une certaine grandeur. Il est vrai que le sujet y est pour beaucoup. Peut-être, pendant un entr'acte, la folle du logis se mit à vagabonder à travers les autres poèmes, et je dus constater qu'au point de vue de l'invention nous sommes moins bien partagés que nos voisins.

On a un peu raillé Scribe, même beaucoup. C'était plus facile que de charpenter un livret comme il le faisait, et — ce qu'il ne faut pas oublier — jamais ou presque jamais ne l'empruntait aux auteurs de son temps. Sa voix n'est pas seulement émue, montant sans effort, à l'air; elle est encore sympathique et bien timbrée. L'acteur sera son peu, le succès l'y aidant, au niveau du chanteur, à qui tous les suffrages ont été acquis d'emblée. Les directeurs de l'Opéra ont là une excellente recrue. Ce n'est pas un luxe: quel que soit le nombre de ténors dont ils disposent — et M. Bessali est en est — la quantité l'emporte encore sur la qualité. Plus heureux, l'Opéra-Comique qui, lui aussi, en a à égarer, possède M. Talazac, le ténor hors de pair. M. Duc a fait de fort brillants débuts; qu'il ne s'en tienne pas à ce succès s'il veut que l'avenir soit à lui. Le premier prix donné à un élève intelligent et bien doué, voire l'engagement

une petite ville, port de mer de la Manche, auquel sont attachés de nombreux pêcheurs. Ils dépassent six cents. Ils ont des barques de toutes dimensions pour la grande pêche et pour la petite pêche côtière. Les grandes barques ont un équipage de cinq hommes et un mousse.

La statistique nous a révélé que, chaque année, l'une de ces barques périt. En d'autres termes, soit par naufrage, soit par accident de mer d'une autre nature, il meurt chaque année un pêcheur sur deux. C'est une proportion effrayante, car la mortalité ordinaire est un peu supérieure à 2 pour 1000.

On a proposé à ces pêcheurs de s'assurer. Il s'agissait de payer 30 à 40 francs par an pour avoir la certitude de laisser à une famille 1,000 à 1,200 francs à la disparition violente de son chef. Il est presque impossible d'arriver à ce résultat. Les pêcheurs gagnent bien 2,400 à 2,800 fr. par an; ils ont des familles où les enfants atteignent quelquefois la douzaine, si ces enfants sont en bas âge c'est la misère qui les attend. Ils ne songent nullement à l'avenir et ils ne comptent que sur la charité privée ou municipale.

Les autorités, elles-mêmes, contribuent à maintenir cette indifférence. Elles font des quêtes; elles aiment mieux distribuer l'aumône que de s'adresser à l'esprit de prévoyance.

Et cependant, que de leçons fournies par le hasard! Un inspecteur racontait récemment qu'il s'était rendu, dans une des campagnes de l'est, auprès d'un fermier pour le décider à s'assurer sur la vie. Il ne rencontra que sa femme, qui fit un assez mauvais accueil à cette proposition. L'inspecteur remonta dans sa voiture et reprit le chemin de la ville. A un point de la route, le cheval s'abattit. Force fut de descendre, de dételier et de remettre le cheval en place. Notre inspecteur fut aidé dans cette tâche par un fermier qui venait en voiture de la ville même, et qui s'arrêta complaisamment pour remettre le voyageur dans la bonne voie.

Chacun continua alors sa route; mais notre inspecteur apprit le lendemain la suite du voyage. Le fermier qui l'avait assisté fut lui-même précipité de la voiture par un fort cahot à quelques kilomètres de là, et il fut projeté si violemment sur le sol qu'il fut tué net. C'était l'homme même que l'inspecteur voulait faire assurer et dont la femme s'était montrée si récalcitrante envers l'assurance.

Quelquefois, ceux qui refusent les bienfaits de l'assurance font des calculs sur les primes et croient pouvoir s'assurer eux-mêmes à meilleur marché.

Un industriel de Nancy s'était aperçu qu'il payait depuis longtemps 10,000 fr. de primes par an et que le feu ne l'atteignait pas. Si je m'assurais moi-même, se dit-il. La voilà donc renoncant à prêter son assurance. Cinq à six ans se passent et notre homme se félicitait de son idée ingénieuse, qui lui avait fait économiser déjà 50 à 60,000 fr.

Le hasard le guettait néanmoins. Une nuit le feu se déclare dans l'usine, et près de 800,000 francs sont dévorés dans le sinistre. Où est l'économie? On ne réfléchit pas que si tous les assurés devaient recevoir le montant des primes en indemnités, l'assurance serait impossible. C'est parce que le plus grand nombre est épargné que les Compagnies peuvent payer des indemnités à quelques-uns qui sont les victimes du fléau.

Seulement, le hasard ne désigne pas à l'avance ceux qu'il honorerait de ses préférences. Il frappe au moment inattendu, sans qu'il ne se soit pas le hasard. Mais croyez-vous que les primes de ceux qui sont épargnés soient perdues pour eux? Nullement. Ils reçoivent en sécurité la contre-valeur de ces primes. Il ne faut pas oublier cet élément si important.

Les ignorants traitent l'assurance comme une question de vente où ils portent, d'un côté, les primes payées, et d'un autre, les indemnités reçues. Ils font la balance et ils jugent l'opération comme bonne ou mauvaise, suivant que le solde est au crédit ou au débit. Quelle erreur!

S'assurer, c'est avoir la certitude de n'avoir rien à craindre du sort, de diriger ses opérations comme si tel ou tel fléau n'existait pas, de posséder en un mot la sécurité. Cette certitude vaut de l'argent: de là la légitimité de la prime, même quand le fléau vous respecte.

Cette considération domine dans les

librettiste s'estime assez récompensé quand il touche un millier d'écus, une fois données, sans pouvoir prétendre à d'autres droits d'auteur. Des qu'il a été payé, son livret ne lui appartient plus: il est la propriété du maestro ou de l'éditeur — de l'éditeur de la partition, bien entendu! qui l'exploite avec la musique.

Peut-on exiger de lui qu'il mette son cerveau à la torture pour inventer une action, la développer, la dialoguer, la rimier? Et si après avoir fait son travail, le compositeur ne le trouve pas de son goût? De la façon dont les choses se passent en Italie, le librettiste ne court pas ce risque-là. Le musicien lui dit: « Voici un drame qui ferait un bon opéra: cela s'appelle le *Roi samsoû*, ou bien la *Dame aux Camélias*; il me plaît; lisez-le et tirez-en un livret; je le mettrai en musique. »

« Vous m'avez gagné des sommes incalculables avec *Rigoletto* ou la *Traviata*; j'ai écrit les deux livrets, à regret, à peine trois ou quatre mille francs pour les deux. — En revanche, les droits d'auteur touchés par Scribe, pour les *Huguenots*, s'élevaient précisément à la même somme que ceux qui sont revenus à Meyerbeer pour la musique. On en peut dire autant de Barbier et Carré pour le *Faust* de Gounod... Rien de Goethe, ou plutôt rien pour lui et pour ses héritiers.

« J'en étais là avec les divagations de la folle du logis quand la toile se leva sur le troisième acte de *Guillaume Tell*; j'oubliai alors le spectateur-lecteur, sa brochure, les livrets d'autrefois, les poèmes d'aujourd'hui. Scribe, Verdi, Piave et tout le reste, pour ne plus m'occuper que de cette sublime musique de Rossini... que je sais par cœur.

Je ne puis ne pas regretter ici la perte que l'on vient de faire en la personne de Joseph Servais, l'éminent violoncelliste belge. Il a été foudroyé à Hal (Belgique) dans la villa qui porte son nom, par la rupture d'un anévrysme, au moment où, revenant de la chasse, il se mettait à table. Il n'avait pas achevé sa trentième année! C'a été un deuil pour les bruxellois, pour la Belgique, pour le monde musical.

On lui a fait de magnifiques funérailles. Des couronnes de fleurs lui ont été en-

assurances sur la vie. Nous croyons tous pouvoir arriver à la vieillesse. Nous serions tentés de nous regarder comme immortels, même sans être académiciens. Que si nous sommes certains de laisser une fortune ou un capital important à notre famille en cas de mort prématurée, nous pouvons ne pas songer à l'assurance sur la vie.

Mais si cette certitude nous manque, notre devoir est tout tracé: Assurons-nous. Combien de gens qui ont eu le tort de ne pas y penser! Nous avons présents à l'esprit mille faits qui le prouvent. Il en est qui sont si topiques que nous n'osons les raconter, de crainte qu'on n'y voie un arrangement romanesque.

Parmi ceux même qui ont songé à l'assurance, qui l'ont réalisée, nous avons surpris le langage suivant: Il y a quinze ans que je suis assuré. C'est quinze primes perdues. Si j'avais su, j'aurais attendu et je me serais assuré plus tard.

Quel raisonnement! Tout d'abord, comme nous l'avons dit plus haut, si tous les assurés devaient mourir le lendemain, les Compagnies devraient fermer boutique et renoncer à leur industrie. Mais, d'autre part, cet assuré de quinze ans ne dit pas que depuis la souscription de sa police, il a possédé la véritable sécurité, qu'il a été certain d'avoir sous la main un gros capital pour les siens, qu'il a eu les nuits tranquilles, qu'il n'a pas eu à se lancer dans les aventures de la vie et à y laisser ce qu'il possède, sa santé, quelquefois son honneur.

Oh! lecteurs, croyez-vous. Assurez-vous à plus vite, aujourd'hui plutôt que demain. Ne laissez ni l'incendie, ni l'accident, ni la mort prématurée menacer vos biens ou vos personnes. Faites-le pour vous — c'est votre devoir; faites-le pour les vôtres — c'est leur intérêt.

**AVIS ET COMMUNICATIONS**

Déjeuner hygiénique. Macahout de Delangreher

**FISCHER**, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

Seul à **CHOLERA** désinfectant MORAS est un produit très énergique. (Voir annonces d'opéra)

**SPORT**

**COURSES AU BOIS DE BOULOGNE**  
Dimanche 6 septembre.

**RÉSULTATS**

Prix de Passy. — 3,000 francs, 2,100 mètres. Mahmoud (Hunter), 1; N... (Whitaker), 2; Florestan (T. Lane), 3.

Gagné d'une courte tête, le troisième à deux longueurs.

Non placés: Oremus, Urban, Impure, Brayan, Absala, Gymnastique.

Betting: 2/1 Mahmoud, 6 et 8/1 les autres.

Prix Jouvence. — 10,000 francs, 4,800 mètres. Fra Diavolo (Dodge), 1; Clio (Rolfe), 2; Ali Bey (Lane), 3.

Gagné d'une longueur et demie. Non placé: Quolibet.

Betting: 2/1 Fra Diavolo, égalité Clio, 8/1 les autres.

Prix de Chantilly. — 10,000 francs, 3,200 mètres. Plaisanterie (Hartley), 1; Cadence (Rolfe), 2; Ségéral (Garrati), 3.

Gagné au petit galop. Betting: 1/3 Plaisanterie, 3/1 Cadence, 8/1 Ségéral.

Prix de Villiers. — 4,000 francs, 1,600 mètres. Chevalier II (Lane), 1; Intermittent (Hopkins), 2; Corolla (Hunter), 3.

Gagné d'une courte tête, le troisième à deux longueurs.

Non placés: Oremus, Urban, Impure, Brayan, Absala, Gymnastique.

Betting: 4/6 Chevalier, 6/1 Intermittent, 16 et 20/1 les autres.

Prix de Versailles. — 5,000 francs, 3,000 mètres. Ninetta (Carratt), 1; Emile (Bundy), 2; Sourire (Hunter),



